

[Text]

Senator Olson: Did you get an explanation of malfeasance in this context?

Mr. Willson: Not at that time, but I immediately called our auditor because I felt I had that duty of care for our shareholders and our directors. I called our lead auditor, Mr. MacKay, to please come in and join me and I repeated this to him and asked him if he had any knowledge of it or if he had any indication whatsoever that we were either creaming loans or that there was any conduct by our management in any way approaching malfeasance. He and I discussed what on earth the word meant for a few moments and then he said: "If it means doing something irregular or without integrity, I have no such evidence. However, if you would like to address that question to me in writing, I will give you back an answer from the two auditors. I can predict to you that my answer will be that I have no such evidence." I told him that that might not be necessary if we were to meet with the Inspector General and discuss it. He then told me that he had been about to make the same proposition because he had had a call from the Inspector General suggesting that we ought to undertake a monitoring of the bank's transactions. He said to me at that time: "I really don't know what it means and I don't know what the mandate would be."

He and I agreed that we had to clear this with the Inspector immediately so that we understood what he was getting at, and I called the Inspector General at once and asked him to be with us, if he could, and we agreed on the Friday of that week. I told him that this was a request by the bank and the auditors and that we would like to clear the air.

He and Mr. Macpherson came to us and were there on the Friday of that week, and this is the meeting to which Mr. Neapole refers. Our general counsel was present at that meeting and, in front of that group, I asked him if there was any indication to any member of his department that we were doing anything irregular in terms of interest, or if there was any evidence of malfeasance. He said "Absolutely not."

The Chairman: Senator MacDonald, did you have a supplementary?

Senator MacDonald (Halifax): I was waiting until Senator Frith had completed his questioning.

Gentlemen, the chairman made reference to the "Summary of Events," a document prepared and given to us on October 22 by the external auditors, Thorne, Riddell and Clarkson Gordon. In that document, the page is divided into four parts and the four headings are "Financial/Operating Results", "Inspector General of Banks Activity", "Management Activity" and "Other Events". They go through 1982, 1983 and 1984 without any reference to months involved in any of the activities. In other words, they are just general activities during those years. The only time a month appears in any of those years is in 1985, and the months referred to are May, July and August in the second paragraph.

[Traduction]

Le sénateur Olson: Avez-vous obtenu une explication pour ce qui est de la malversation dans ce contexte?

M. Willson: Pas à ce moment là, mais j'ai tout de suite appelé notre vérificateur parce que j'estimais que c'était mon devoir envers nos actionnaires et nos administrateurs. J'ai prié notre vérificateur principal, M. MacKay, de venir me rejoindre et je lui ai répété ce que m'avait dit l'Inspecteur général. Je lui ai ensuite demandé s'il était au courant ou s'il pouvait me donner des preuves que nous réduisions l'importance des prêts ou que la conduite de notre directive pouvait de quelque façon friser la malversation. Nous avons alors discuté ensemble de ce que signifiait cette expression pendant un certain temps, puis il a déclaré: «Si cela signifie une irrégularité ou un manque d'intégrité, je n'ai rien remarqué de tel. Toutefois, si vous voulez me poser cette question par écrit, je vous remettrai la réponse des deux vérificateurs. Je puis prédire que je vous répondrai que rien ne me permet de penser que c'est le cas. Je lui ai dit que cela ne serait peut-être pas nécessaire si nous pouvions rencontrer l'Inspecteur général et en discuter. Il m'a alors répondu qu'il avait pensé me faire la même proposition parce qu'il avait eu un appel de l'Inspecteur général des banques et que celui-ci lui avait laissé entendre que nous devrions procéder à un examen des transactions de la banque. Il m'a alors dit: «Je ne sais vraiment pas ce que cela signifie et je ne sais pas en quoi consisterait le mandat».

Nous sommes convenus d'éclaircir immédiatement la question avec l'Inspecteur afin de mettre les choses au point. J'ai alors appelé l'Inspecteur général pour lui demander de nous rencontrer, s'il le pouvait. Nous sommes convenus de nous rencontrer le vendredi de la même semaine. Je lui ai dit qu'il s'agissait là d'une demande de la banque et des vérificateurs et que nous aimerions mettre les choses au point.

L'Inspecteur général et M. Macpherson sont venus nous rencontrer le vendredi de cette même semaine. C'est à cette réunion que fait allusion M. Neapole. Notre avocat y assistait et, devant le groupe, je lui ai demandé si des membres de son service avaient l'impression qu'il y avait des irrégularités dans le domaine des intérêts ou s'il y avait des signes de malversation. Il a répondu «absolument pas».

Le président: Sénateur MacDonald, avez-vous une question supplémentaire?

Le sénateur MacDonald (Halifax): J'attendais que le sénateur Frith ait terminé.

Messieurs, le président a fait allusion au Résumé des événements, document qui a été préparé par les vérificateurs externes, Thorne, Riddell et Clarkson Gordon, et qui nous a été remis le 22 octobre. Chaque page du document comporte quatre colonnes dont les rubriques sont les suivantes: «Résultats financiers/d'exploitation», «Activités de l'Inspecteur général des banques», «Activités de la direction» et «Autres événements». Ce résumé porte sur les années 1982-1983 et 1984 sans aucune référence aux mois pour aucune des activités. Autrement dit, il s'agit d'activités générales réparties sur toutes ces années. La seule fois où il est fait mention d'un mois pour l'une de ces années, c'est en 1985. Il est question des mois de mai, juillet et août au deuxième paragraphe.